

ISN 64728

Traduction non officielle du BIT

En vertu de l'article 88 de la Constitution de la République de Croatie, je rends la suivante

DECISION
PORTANT PROMULGATION DE LA LOI SUR L'EGALITE DES SEXES

Je promulgue la Loi sur l'égalité des sexes, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale de Croatie lors de sa séance du 14 juillet 2003.

Numéro: 01-081-03-2624/2

Zagreb, le 18 juillet 2003

Le Président
de la République de Croatie
Stjepan Mesic

LOI
SUR L'EGALITE DES SEXES

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

La présente loi fixe les bases générales pour la protection et la promotion de l'égalité des sexes en tant que valeur fondamentale de l'ordre constitutionnel de la République de Croatie, définit et régit le mode de protection contre la discrimination fondée sur le sexe et la création de possibilités égales pour les femmes et les hommes.

Article 2

Nul ne saurait subir de préjudices pour avoir, en tant que témoin ou victime de discrimination fondée sur le sexe, fait une déclaration devant un corps compétent ou signalé au public un cas de discrimination.

Article 3

Les corps de l'Etat, les personnes morales investies de pouvoirs publics, ainsi que les personnes morales dont l'Etat ou les unités locales et régionales d'autogestion sont le principal propriétaire sont tenus, dans toutes les phases de la planification, de l'adoption et de l'exécution d'une décision ou d'une action, d'estimer et d'évaluer les effets de ladite décision ou action sur la situation des femmes, ou des hommes, afin de parvenir à une réelle égalité des femmes et des hommes.

Article 4

Les dispositions de la présente loi ne peuvent pas être interprétées ni appliquées d'une façon qui limiterait ou diminuerait le contenu des garanties sur l'égalité des sexes qui découlent des principes généraux du droit international, des acquis juridiques de l'Union européenne ainsi que de la Convention sur la suppression de toutes les formes de

discrimination des femmes et de la convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

II. DEFINITION DES CONCEPTS

Article 5

L'égalité des sexes signifie que les femmes et les hommes sont présents de manière égale dans tous les domaines de la vie publique et privée, qu'ils ont un statut identique, les mêmes possibilités de réalisation de tous les droits, et qu'il tirent le même profit des résultats obtenus.

Article 6

(1) Toute différenciation normative ou réelle, directe ou indirecte, toute exclusion ou limitation fondée sur le sexe qui entrave ou dénie la reconnaissance de l'égalité, la jouissance ou la réalisation des droits des hommes et des femmes dans les domaines politique, éducatif, économique, social, culturel, civique et tout autre domaine de la vie constituent une discrimination fondée sur le sexe (ci-après: discrimination).

(2) La discrimination fondée sur le statut conjugal ou familial et sur l'orientation sexuelle est interdite.

(3) L'incitation d'une autre personne à la discrimination est tenue pour discrimination au sens de la présente loi.

Article 7

(1) Il y a discrimination directe si une personne est ou pourrait être l'objet d'un traitement défavorable par rapport à une personne du sexe opposé dans des circonstances identiques ou similaires.

(2) Il y a discrimination indirecte lorsqu'une norme juridique neutre, un critère ou la pratique mettent des personnes d'un sexe dans une situation défavorable par rapport à une personne du sexe opposé dans des circonstances identiques ou similaires.

(3) Ne sont pas considérés comme discrimination les normes juridiques, les critères ou la pratique qui sont nécessaires ou peuvent être justifiés par des faits objectifs indépendants du sexe.

Article 8

(1) Le harcèlement et le harcèlement sexuel constituent une discrimination au sens de la présente loi.

(2) Est un harcèlement tout comportement indésirable conditionné par le sexe de la personne, qui a pour but ou constitue réellement une atteinte à la dignité personnelle et crée un environnement désagréable, hostile, humiliant ou offensant.

(3) Est un harcèlement sexuel tout comportement indésirable, verbal ou non, ou tout comportement physique de nature sexuelle, qui a pour but ou constitue réellement une atteinte à la dignité personnelle et crée un environnement désagréable, hostile, humiliant ou offensant.

Article 9

(1) Les mesures particulières sont les accommodements spécifiques qui permettent aux personnes de l'un des deux sexes de participer à droits égaux à la vie publique, mettant fin aux inégalités existantes ou assurant à ces personnes des droits dont elles étaient précédemment privées.

(2) Les mesures particulières sont introduites temporairement afin de réaliser une réelle égalité des femmes et des hommes et ne sont pas considérées comme une discrimination.

III. MESURES PARTICULIERES

Article 10

Les mesures particulières sont fixées par les prescriptions qui régissent certains domaines de la vie publique.

Article 11

(1) Les corps de l'Etat, les personnes morales investies de pouvoirs publics, ainsi que les personnes morales dont l'Etat ou les unités locales et régionales d'autogestion sont le principal propriétaire sont tenus de prendre des mesures particulières et d'adopter des plans d'action pour la promotion et la mise en place de l'égalité des sexes.

(2) Les corps visés à l'alinéa 1 du présent article adoptent des plans d'action dans le cadre de leurs compétences sur la base d'une analyse de la situation des femmes et des hommes, déterminent les raisons de l'introduction de mesures particulières, les buts à atteindre, le mode de mise en oeuvre et les méthodes de contrôle de la mise en oeuvre.

(3) Les plans d'action visés à l'alinéa 1 du présent article sont préalablement approuvés par le Bureau pour l'égalité des sexes du Gouvernement de la République de Croatie.

Article 12

(1) La mise en oeuvre de mesures particulières permettra de promouvoir la participation à droits égaux des femmes et des hommes dans les corps du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, y compris les services publics, et augmentera progressivement la participation du sexe sous-représenté, de sorte que sa représentation atteigne le niveau de son pourcentage dans l'ensemble de la population de la République de Croatie.

(2) Afin de réaliser les objectifs visés à l'alinéa 1 du présent article, des mesures particulières seront mises en place lorsque la représentation de l'un des sexes est en déséquilibre sensible.

(3) Lors des nominations dans les corps de l'Etat, les corps des unités locales et régionales d'autogestion et les autres personnes morales investies de pouvoirs publics, la représentation égale des deux sexes doit être prise en compte.

(4) Lors de la nomination des membres des conseils, commissions et délégations qui représentent la République de Croatie au niveau international, les corps de l'Etat sont tenus de prendre en compte la représentation égale des femmes et des hommes dans les conseils, commissions ou délégations.

IV. DISCRIMINATION DANS LES DOMAINES DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Article 13

(1) La discrimination dans les domaines de l'emploi et du travail est interdite dans les secteurs public et privé, y compris les corps de l'Etat, en matière:

1. de conditions d'emploi, de travail indépendant ou d'exercice d'une activité, y compris les critères et les conditions de choix des candidats aux postes, dans toutes les branches d'activité et à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle,

2. d'avancement,
 3. d'accès à toutes les formes et à tous les degrés de la scolarité, de l'orientation professionnelle, du perfectionnement et de la qualification, de la formation complémentaire et de la requalification,
 4. de conditions d'emploi et de travail, de tous les droits du travail et fondés sur le travail, y compris l'égalité de rémunération,
 5. d'affiliation et d'activité dans les associations de travailleurs ou d'employeurs ou dans toute autre organisation professionnelle, y compris les avantages découlant de ladite affiliation.
- (2) Lors de la publication des postes vacants, l'annonce doit clairement spécifier que les personnes des deux sexes peuvent postuler pour l'emploi disponible en question.

V. EDUCATION

Article 14

(1) L'éducation sur les questions d'égalité des sexes fait partie intégrante de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi que de l'éducation permanente, qui comportent la préparation des deux sexes à la participation active et à droits égaux dans tous les domaines de la vie.

(2) Les contenus des programmes d'études doivent promouvoir des connaissances nouvelles - non discriminatoires sur les femmes et les hommes, mettre fin aux inégalités et aux stéréotypes sexistes dans l'éducation à tous les niveaux, respecter les différences liées au sexe dans tous les domaines de l'enseignement et de l'éducation et prendre des mesures pour assurer la représentation égale des sexes aussi bien dans la population scolaire et étudiante qu'au sein des structures enseignantes.

(3) L'éducation systématique et la prise de conscience de l'égalité des sexes est obligatoire pour tous les corps de l'Etat, les personnes morales investies de pouvoirs publics, notamment les établissements d'enseignement, ainsi que les autres personnes morales qui participent à la promotion et à la mise en place de l'égalité des sexes.

(4) Le corps de l'Etat chargé de l'éducation et les institutions du domaine de l'éducation mettront en oeuvre des mesures particulières, surtout en matière:

1. d'accès à l'éducation,
2. de préparation, d'adoption et de mise en oeuvre des programmes d'enseignement,
3. de délivrance des approbations obligatoires pour les manuels et le matériel d'enseignement,
4. d'introduction d'innovations dans l'organisation,
5. de changement des méthodes pédagogiques pour enfants et adultes.

VI. PARTIS POLITIQUES

Article 15

Les partis politiques qui sont inscrits au registre des partis politiques adoptent tous les quatre ans un plan d'action sur la question de la représentation égale des femmes et des hommes et déterminent, conformément audit plan, les méthodes de promotion de la représentation égale des femmes et des hommes dans les corps du parti, lors de l'inscription des candidats aux élections à l'Assemblée nationale de Croatie et aux unités locales et régionales d'autogestion.

VII. MEDIAS

Article 16

(1) Les médias, dans la conception de leurs programmes, feront la promotion du développement de la conscience de l'égalité des femmes et des hommes.

(2) Il est interdit de montrer publiquement et de représenter des femmes et des hommes de façon offensante, méprisante ou humiliante du point de vue du sexe ou de l'orientation sexuelle.

VIII. DONNEES STATISTIQUES

Article 17

(1) Toutes les données statistiques et les informations qui sont recueillies, enregistrées et traitées dans les corps de l'Etat, les services publics et les institutions doivent être présentées en tenant compte du sexe.

(2) Les données statistiques et les informations qui sont recueillies, enregistrées et traitées en vertu de l'alinéa 1 du présent article sont accessibles au public conformément aux prescriptions qui régissent la protection des données personnelles et aux dispositions de la loi particulière qui régit le domaine de la statistique officielle.

IX. GARANTIE DE L'APPLICATION DE LA LOI

1. BUREAU POUR L'EGALITE DES SEXES

Article 18

(1) Le Gouvernement de la République de Croatie créera par ordonnance le Bureau pour l'égalité des sexes (ci-après: Bureau) en tant que service spécialisé chargé de s'acquitter des tâches liées à la mise en oeuvre de l'égalité des sexes.

(2) Le Bureau s'acquitte de tâches spécialisées et autres de façon à:

1. coordonner toutes les activités ayant pour but de mettre en place l'égalité des sexes, ce qui comprend l'octroi d'une aide professionnelle dans l'application et la mise en oeuvre de la présente loi et des autres prescriptions qui se rapportent à l'égalité des sexes,

2. autoriser les corps visés à l'article 11 de la présente loi à mettre en oeuvre les plans d'action,

3. proposer au Gouvernement de la République de Croatie et aux corps de l'Etat l'adoption ou l'amendement de lois et d'autres prescriptions, ainsi que l'adoption d'autres mesures,

4. élaborer la politique nationale pour la promotion de l'égalité des sexes et contrôler sa mise en oeuvre,

5. effectuer des recherches, élaborer des analyses et informer tous les deux ans le Gouvernement de la République de Croatie de la mise en oeuvre de la politique nationale,

6. veiller à la conformité aux documents internationaux et à l'application des lois et autres prescriptions qui se rapportent à l'égalité des sexes,

7. préparer les rapports nationaux sur l'exécution des obligations internationales dans le domaine de l'égalité des sexes,

8. collaborer avec les associations non gouvernementales qui déploient une activité dans le domaine de l'égalité des sexes et assurer partiellement le financement de leurs projets ou de leurs activités,

9. promouvoir la connaissance et la conscience en matière d'égalité des sexes,

10. recevoir les pétitions des parties sur les violations des dispositions de la présente loi et d'autres prescriptions,

11. informer chaque année le Gouvernement de la République de Croatie de ses activités, au plus tard à la fin avril pour l'année écoulée.

(3) L'ordonnance visée à l'alinéa 1 du présent article prescrira l'organisation interne, le mode et l'organisation du travail, ainsi que les autres questions importantes pour l'exécution des tâches du Bureau.

2. AVOCAT/E DE L'EGALITE DES SEXES

Article 19

(1) L'avocat/e de l'égalité des sexes (ci-après: avocat/e) est nommé/e et révoqué/e par l'Assemblée nationale de Croatie sur proposition du Gouvernement de la République de Croatie.

(2) L'avocat/e a un/e suppléant/e qui est nommé/e et révoqué/e par l'Assemblée nationale de Croatie sur proposition de l'avocat/e.

(3) L'avocat/e et son/sa suppléant/e sont des fonctionnaires de la République de Croatie nommés pour 8 ans renouvelables.

(4) L'avocat/e et son/sa suppléant/e doivent être de sexe différent et l'un d'entre eux doit être un/une juriste diplômé/e.

(5) Peut être nommé/e avocat/e et suppléant/e de l'avocat/e un citoyen croate qui a fait des études supérieures et dont l'engagement personnel dans le domaine de la protection des droits de l'homme est de notoriété publique.

Article 20

L'avocat/e et son/sa suppléant/e seront relevés de leurs fonctions avant le terme de leur mandat dans les cas suivants:

1. demande de l'intéressé,
2. perte de la citoyenneté croate,
3. perte durable de l'aptitude à exercer leurs fonctions,
4. condamnation exécutoire pour un acte criminel, ou
5. non acceptation du rapport annuel d'activité, ou exercice illégal, tardif ou incompétent de leurs fonctions.

Article 21

(1) L'avocat/e agit de façon indépendante et autonome, suit l'exécution de la présente loi et des autres prescriptions concernant l'égalité des sexes et présente un rapport à l'Assemblée nationale de Croatie au moins une fois par an.

(2) L'avocat/e examine les cas de violation du principe d'égalité des sexes, les cas de discrimination à l'égard d'individus ou de groupes d'individus commis par les corps de l'administration publique, les unités locales et régionales d'autogestion et les autres corps investis de pouvoirs publics, les personnes employées dans ces corps et d'autres personnes morales et physiques.

(3) Chacun peut s'adresser à l'avocat/e en cas de violation des dispositions de la présente loi même s'il n'est pas directement lésé, sauf si la partie lésée déclare s'y opposer.

Article 22

(1) Dans l'exercice des tâches relevant de sa compétence, l'avocat/e a le pouvoir de faire des mises en garde, des propositions et des recommandations.

(2) L'avocat/e est habilité par les corps visés à l'article 21 alinéa 2 à demander des informations et peut, en cas de refus, demander un contrôle par le corps chargé du contrôle du travail de la partie concernée.

(3) Si, dans l'exercice de ses tâches, l'avocat/e constate une violation des dispositions de la présente loi comportant des éléments délictueux, il déposera une plainte auprès du ministère public compétent.

Article 23

(1) L'avocat/e a le droit de présenter une proposition d'engagement d'une procédure d'appréciation de la constitutionnalité de la loi, ou de la constitutionnalité et de la légalité d'autres prescriptions, s'il estime qu'il est porté atteinte au principe de l'égalité des sexes.

(2) Si l'avocat/e établit qu'il est porté atteinte au principe de l'égalité des sexes en raison de la non-conformité d'une prescription à la présente loi, il proposera d'engager une procédure d'amendement de ladite prescription.

(3) L'avocat/e peut, dans l'exercice de ses fonctions, demander l'aide de spécialistes et d'institutions compétentes.

Article 24

(1) Les corps de l'Etat et les personnes morales investies de pouvoirs publics, les personnes morales dont l'Etat ou les unités locales et régionales d'autogestion sont le principal propriétaire, ainsi que les personnes morales et physiques, sont tenus de fournir à l'avocat/e toutes les informations nécessaires et de lui donner accès à la documentation quel que soit le degré de confidentialité, dans un délai maximum de 15 jours à compter du jour de réception de la demande.

(2) L'avocat/e et les personnes employées dans son bureau sont tenus au secret professionnel pour les informations qu'ils ont obtenues dans l'exercice de leurs fonctions

Article 25

(1) L'avocat/e édicte un règlement de travail qui fixe le mode et l'organisation du travail, l'organisation interne du service spécialisé ainsi que les autres questions importantes pour l'exercice des fonctions d'avocat/e.

(2) Le règlement de travail visé à l'alinéa 1 du présent article est approuvé par l'Assemblée nationale de Croatie.

3. COORDINATEUR/TRICE DANS LES CORPS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Article 26

(1) Le chef du corps de l'administration publique nomme le fonctionnaire qui devra également assumer les tâches de coordinateur pour l'égalité des sexes.

(2) Conformément aux compétences du corps de l'administration publique, le coordinateur visé à l'alinéa 1 du présent article collabore avec le Bureau et répond de l'exécution de la présente loi.

4. PROTECTION JUDICIAIRE

Article 27

Dans les cas de discrimination visés aux articles 6, 7 et 8 de la présente loi, la personne qui s'estime lésée peut demander l'indemnisation du préjudice conformément aux prescriptions du droit des obligations sur la responsabilité en cas de préjudice.

X. GARANTIE DES FONDS

Article 28

Les fonds dont dispose le Bureau sont assurés sur le budget de la République de Croatie.

XI. DISPOSITIONS PENALES

Article 29

La personne responsable au sein d'une personne morale investie de pouvoirs publics et d'une personne morale dont l'Etat ou une unité locale et régionale d'autogestion est le principal propriétaire qui ne présente pas au Bureau son plan d'action est passible pour infraction d'une amende d'un montant de 3.000,00 kunas.

XII. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 30

Les corps visés à l'article 11 de la présente loi sont tenus de préparer des analyses et de présenter au Bureau leurs plans d'action comportant des mesures particulières dans un délai d'un an à compter du jour d'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 31

Le corps compétent de l'Etat visé à l'article 14 de la présente loi est tenu de mettre les programmes de l'enseignement primaire et secondaire, les programmes de qualification, de perfectionnement professionnel et de formation permanente en conformité avec les dispositions de la présente loi dans un délai d'un an à compter du jour de son entrée en vigueur.

Article 32

Les corps chargés d'établir les données statistiques visées à l'article 17 de la présente loi sont tenus de mettre en conformité les formulaires de présentation desdites statistiques de façon à assurer l'exécution de la présente loi.

Article 33

(1) Le Gouvernement de la République de Croatie rendra l'ordonnance visée à l'article 18 de la présente loi dans un délai de 60 jours à compter du jour d'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Le Gouvernement de la République de Croatie proposera à l'Assemblée nationale de Croatie la nomination de l'avocat/e dans un délai de 60 jours à compter du jour d'entrée en vigueur de la présente loi.

(3) L'avocat/e proposera à l'Assemblée nationale de Croatie la nomination de son/sa suppléant/e dans un délai de 30 jours à compter du jour de sa propre nomination.

Article 34

L'avocat/e édictera le règlement visé à l'article 25 de la présente loi dans un délai de 60 jours à compter du jour de sa prise de fonctions.

Article 35

Les coordinateurs visés à l'article 26 de la présente loi doivent être désignés dans un délai de 3 mois à compter du jour d'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 36

Les lois et autres prescriptions seront mises en conformité avec les dispositions de la présente loi dans un délai d'un an à compter du jour d'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 37

La présente loi entre en vigueur le huitième jour suivant le jour de sa publication au Journal officiel.

Classe: 044-01/03-01/05

Zagreb, le 14 juillet 2003

L'ASSEMBLEE NATIONALE DE CROATIE

Le Président
de l'Assemblée nationale de Croatie
Zlatko Tomcic